

Rapport financier trimestriel

Période terminée le 30 septembre 2016

Deuxième trimestre de l'exercice 2016-2017

Publié le 29 novembre 2016



Canada



TABLE DES MATIÈRES

1.	TÉLÉFILM.....	2
	NOTRE MISSION.....	2
	NOTRE TRAVAIL.....	2
2.	RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL.....	2
3.	CHANGEMENTS IMPORTANTS.....	2
	PROGRAMMES.....	2
	ACTIVITÉS.....	3
	PERSONNEL.....	3
4.	GOUVERNANCE ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	3
5.	GESTION DU RISQUE.....	3
6.	AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS.....	3
7.	ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS.....	4
	DÉPENSES DE SOUTIEN.....	4
	FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET D'ADMINISTRATION.....	5
	FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL ET REVENUS.....	6
8.	ANALYSE DES RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE.....	7
9.	ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	8
10.	RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE.....	9
11.	ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2016.....	10
	DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION.....	10
	ÉTAT DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS.....	11
	ÉTAT DES RÉSULTATS.....	12
	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	13
	ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS.....	14
	ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	15
	NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS.....	16
	ANNEXES A ET B - AUTRES RENSEIGNEMENTS.....	16



1. TÉLÉFILM

Téléfilm Canada est une société d'État fédérale relevant du Parlement par l'entremise du ministère du Patrimoine canadien. La vision de Téléfilm est la suivante : des auditoires de partout exigeant du contenu canadien multi-écrans — accessible partout, en tout temps et sur toutes les plateformes.

Notre mission

La mission de Téléfilm est de favoriser et d'encourager le développement de l'industrie audiovisuelle canadienne en jouant un rôle de chef de file par un appui financier et des initiatives alimentant le succès de l'industrie sur les plans commercial, culturel et industriel.

Notre travail

Téléfilm est formée d'une équipe de quelques 180 employés voués à la réussite de l'industrie audiovisuelle canadienne. Au nom du gouvernement du Canada, en tant que société d'État, nous appuyons des entreprises dynamiques et des talents créatifs, en offrant une aide financière à des projets cinématographiques canadiens et en mettant en valeur le succès et les talents de l'industrie audiovisuelle canadienne dans des festivals, des marchés et des événements régionaux, nationaux et internationaux.

Également, la Société s'affère à mettre en œuvre son plan stratégique, *Du talent. À portée de vue*.¹, qui comporte six priorités:

- La reconnaissance de l'industrie : promouvoir l'excellence du contenu canadien;
- Les pratiques de mise en marché : encourager l'innovation pour rejoindre les auditoires;
- L'information commerciale : la prise de décisions fondée sur des mesures pertinentes;
- Le financement de l'industrie : diversifier les sources de financement;
- L'écosystème d'entreprise : réussir ensemble; et
- L'excellence organisationnelle : se surpasser dans un environnement en mutation.

Finalement, nous administrons les programmes de financement du Fonds des médias du Canada (FMC) et avons aussi la responsabilité de recommander au ministre du Patrimoine canadien les projets susceptibles d'être reconnus comme des coproductions audiovisuelles régies par des traités. Notre siège social est à Montréal et nous desservons notre clientèle depuis nos quatre bureaux de Vancouver, Toronto, Montréal et Halifax.

2. RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

Ce rapport financier trimestriel est conforme à l'ensemble des exigences de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État*² établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor et aux *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP). Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers pour ce rapport financier trimestriel et, à cet effet, le rapport n'a pas subi d'examen ni d'audit de la part d'auditeurs externes.

3. CHANGEMENTS IMPORTANTS

Programmes

Il n'y a eu aucun changement significatif d'effectué à nos programmes de financement au cours du trimestre.

1 : <https://telefilm.ca/fr/propos-de-telefilm-canada/plan-strategique>
2 : www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=18789§ion=text

3. CHANGEMENTS IMPORTANTS (SUITE)

Activités

La Société a financé au cours du trimestre 36 productions pour une somme dépassant les 10 millions de dollars. Par ailleurs, des cinéastes canadiens de la relève, Karl Lemieux, Vincent Biron et les frères Carlos et Jason Sanchez, se sont rendus à la 73^e Mostra de Venise pour y présenter un premier long métrage. Ces talents canadiens ont côtoyé les réalisateurs chevronnés Denis Villeneuve et Philippe Falardeau qui ont présenté chacun leur dernier film en première mondiale.

La Société s'associe de nouveau avec enthousiasme au Festival international du film de Toronto (TIFF), en mettant sur pied des événements d'envergure axés sur la reconnaissance des talents canadiens, tant émérites qu'émergents. Notre directrice générale, Carolle Brabant, a participé au panel *Women at the Helm* dans le cadre du festival. Les initiatives suivantes sont de retour cette année, soit : Filmmaker Boot Camp, Talents en vue, PITCH THIS!, TIFF Rising Stars et Talent Lab. L'Homage Diamant Birks célèbre pour la première fois des femmes scénaristes en plus des actrices et réalisatrices. À l'occasion de Eye on TIFF à New York, organisé par Téléfilm à Los Angeles et à New York, Unifrance, un nouveau partenaire, a présenté des extraits de films français récents.

D'autre part, la Société s'est fixé d'avoir, d'ici 2020, un portefeuille de films représentatif et diversifié qui reflète davantage la mixité, la diversité et les communautés autochtones du Canada. La Société a mis en place un groupe de travail de 20 personnes qui aidera à trouver des solutions durables. Les personnes choisies provenaient de différentes parties prenantes : l'Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists (ACTRA) (représentant également CUES (Canadian Unions for Equality Onscreen)), l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM), l'Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ), le Canadian Media Producers Association (CMPA), la Guilde canadienne des réalisateurs (GCR), les Réalisatrices Équitables, la Société des auteurs de radio, télévision et cinéma (SARTEC), l'Union des artistes (UDA), Writers Guild of Canada (WGC), Women in View, Women in Film + Television Vancouver.

Finalement, sous la gouverne de Téléfilm, le jury pancanadien a sélectionné la coproduction majoritaire avec la France *Juste la fin du monde*, de Xavier Dolan, pour représenter le Canada dans la course aux nominations pour l'Oscar du Meilleur film en langue étrangère. Après *J'ai tué ma mère*, en 2009 et *Mommy*, en 2014, cette œuvre est la troisième de Xavier Dolan à représenter le Canada dans la course pour l'Oscar du Meilleur film en langue étrangère.

Personnel

Au cours du trimestre, la Société a procédé à l'embauche de Michael Leclair à titre de directeur, Relations d'affaires nationales.

4. GOUVERNANCE ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société s'appuie sur une gouvernance qui s'articule par l'entremise du conseil d'administration et de ses trois sous-comités, et du comité de direction, présidé par la directrice générale, et ses comités dérivés. Le conseil d'administration et le comité d'audit et des finances ont chacun tenu une réunion au cours du trimestre. Pour sa part, le comité de direction s'est réuni à sept reprises.

5. GESTION DU RISQUE

L'évaluation des risques est sous la gouverne de deux comités : le comité d'audit et des finances, et le comité de gestion de risques. L'évaluation des risques, leurs composantes, leurs incidences et leurs mesures d'atténuation sont revues semestriellement.

6. AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS

La direction s'efforce de produire une information financière pertinente et conforme aux NCCSP et ce, dans le délai imparti par le Receveur général du Canada, soit en arrêtant les comptes cinq jours ouvrables après la fin du trimestre. À cet effet, certains procédés de démarcation applicables aux cycles des comptes payables et recevables, ainsi que certains ajustements concernant le passif au titre des avantages sociaux futurs, n'ont pas été effectués au 30 septembre 2016. L'importance de ces ajustements est jugée négligeable par la direction.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS

Veuillez noter que les montants des tableaux d'analyse sont présentés en milliers de dollars.

Dépenses de soutien

La Société présente globalement une position de surplus budgétaire temporaire de plus de 15 millions de dollars, provenant pour l'essentiel de nos activités en soutien à l'aide à la production.

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2016

	Budget		Réel		Écart			
	Annuel	Période	2016- 2017	2015- 2016	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Production	62 342	36 925	23 912	26 551	13 013	35	(2 639)	(10) ¹
Développement	7 625	2 380	1 565	1 223	815	34	342	28 ²
Recommandations à titre de coproduction	509	260	257	251	3	1	6	2
	<u>70 476</u>	<u>39 565</u>	<u>25 734</u>	<u>28 025</u>	<u>13 831</u>	<u>35</u>	<u>(2 291)</u>	<u>(8)</u>
Promotion	6 886	4 750	4 524	4 379	226	5	145	3
Événements internationaux	4 202	2 100	1 967	1 618	133	6	349	22 ³
Mise en marché	11 780	3 000	1 870	3 298	1 130	38	(1 428)	(43) ⁴
	<u>22 868</u>	<u>9 850</u>	<u>8 361</u>	<u>9 295</u>	<u>1 489</u>	<u>15</u>	<u>(934)</u>	<u>(10)</u>
	93 344	49 415	34 095	37 320	15 320	31	(3 225)	(9)

- ¹ Nos activités de financement pour l'aide à la production présentent un surplus budgétaire significatif de 13 millions de dollars. Ce surplus est temporaire puisque la Société dispose d'un portefeuille de projets qui sont en phase d'être complétés. Par ailleurs, les dépenses du programme sont inférieures de 2,6 millions de dollars aux données comparatives. Cette baisse est principalement attribuable aux projets de langue française. En effet, le semestre comparatif comptait plus de projets d'envergure, tels *Nitro Rush* et *Les trois p'tits cochons 2* qui cumulaient plus de 4 millions de dollars.
- ² Nos activités d'aide au développement présentent aussi une position de surplus budgétaire à la mi-année, un montant de l'ordre de 815 000 \$. L'offre de financement est principalement disponible par l'entremise d'un calcul qui est fonction du pointage de la feuille de route des sociétés de production. La demande de ces sociétés est inférieure à nos attentes budgétaires bien que le programme a été mis en œuvre plus tôt cet exercice et que nos secteurs opérationnels effectuent un suivi plus serré auprès de ces clients. Ces derniers éléments expliquent notamment l'augmentation des dépenses de 342 000 \$ par rapport à l'exercice antérieur.
- ³ Les dépenses reliées à nos activités internationales présentent une hausse de 349 000 \$ en comparaison avec l'exercice antérieur. Cette augmentation trouve son fondement par le déploiement du Pavillon du Canada dans deux nouveaux marchés internationaux, soit le Marché international du film d'animation à Annecy et le Sunny Side of the Doc à La Rochelle en France.
- ⁴ Les dépenses du Programme d'aide à la mise en marché présentent une position de surplus budgétaire (1,1 million de dollars) et une diminution marquée par rapport aux dépenses de l'exercice comparatif (1,4 million de dollars). Ceci est dû au fait que plusieurs projets importants ont été signés à la toute fin de l'exercice précédent; ainsi, aucun projet monétairement significatif n'a été encouru à ce jour.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS (SUITE)

Frais de fonctionnement et d'administration

Nos frais d'administration présentent une position de surplus budgétaire enviable de plus d'un million de dollars à la mi-année. Cette économie provient principalement de la masse salariale.

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2016

	Budget		Réel		Écart			
	Annuel	Période	2016- 2017	2015- 2016	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Salaires et avantages sociaux	18 660	9 392	8 279	8 716	1 113	12	(437)	(5) ①
Technologies de l'information	1 660	1 142	1 289	939	(147)	(13)	350	37 ②
Location	1 819	913	894	886	19	2	8	1
Honoraires professionnels	1 770	817	878	773	(61)	(7)	105	14 ③
Frais de bureau	595	314	328	267	(14)	(4)	61	23 ④
Voyages	578	290	235	185	55	19	50	27 ⑤
Amortissement	650	261	206	161	55	21	45	28 ⑥
Publicité et publications	259	130	124	72	6	5	52	72 ⑦
	25 991	13 259	12 233	11 999	1 026	8	234	2

- ① La masse salariale présente une position de surplus budgétaire importante. Celle-ci provient principalement des postes vacants reliés aux secteurs des technologies de l'information et à l'exécution des programmes de financement, ainsi que des économies découlant de charges relatives aux avantages sociaux. Il est attendu qu'une portion du surplus se matérialisera au 31 mars prochain.
- ② Le poste des technologies de l'information affiche un montant supérieur au budget et à la dépense du semestre comparatif. Ces écarts s'expliquent par certaines charges, notamment les services infonuagiques et de licences de logiciel qui ont été engagées plus rapidement qu'anticipé.
- ③ Les honoraires professionnels affichent un montant supérieur au semestre comparatif qui s'explique par des frais de recherche sur les habitudes de consommation des canadiens en matière de long métrage, des coûts de recrutement et des coûts non récurrents d'évaluation des meilleures pratiques en terme de gestion des événements nationaux et internationaux.
- ④ Le poste des frais de bureau affiche un montant supérieur au semestre comparatif qui découle principalement de la mise à niveau d'articles technologiques tels que des commutateurs de réseau, des caméras pour vidéoconférence, des appareils mobiles ainsi que par l'utilisation d'un service d'intelligence d'affaires portant sur les réseaux sociaux et applications web.
- ⑤ Nos frais de voyages présentent une économie budgétaire qui provient principalement de la révision de nos présences aux événements internationaux. D'autre part, les frais de voyages sont à la hausse par rapport au semestre comparatif, laquelle s'explique notamment par une présence accrue d'employés de Téléfilm lors de la Tournée d'information pancanadienne 2016 du Fonds des médias du Canada et par l'optimisation de nos achats par l'entremise de passeports de vol.
- ⑥ L'écart budgétaire pour l'amortissement s'explique par la valeur des logiciels du plan de refonte des systèmes d'information capitalisés qui est moindre qu'anticipée ainsi que par des travaux en cours relatifs au développement de la nouvelle plateforme de gestion des processus d'affaires dont la période d'amortissement n'a pas encore débuté.
- ⑦ Le poste de publicité et publications affiche un montant supérieur au semestre comparatif, entre autres, en raison de besoins additionnels en conception graphique pour le rapport annuel et pour le renouvellement de prospectus relatifs à la coproduction qui est offert en plusieurs langues.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS (SUITE)

Financement gouvernemental et revenus

La Société présente une utilisation du financement gouvernemental satisfaisante alors que nos revenus d'investissements et récupérations dépassent nos attentes.

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2016

	Budget		Réel		Écart			
	Annuel	Période	2016- 2017	2015- 2016	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Crédit parlementaire	95 454	56 446	45 114	45 687	(11 332)	(20)	(573)	(1) ①
Revenus d'investissements et récupérations	10 000	5 100	9 208	5 945	4 108	81	3 263	55 ②
Honoraires de gestion provenant du FMC	11 461	5 015	4 916	4 863	(99)	(2)	53	1
Fonds des talents	2 165	722	869	752	147	20	117	16 ③
Contributions aux activités de soutien promotionnel	817	400	482	411	82	21	71	17 ④
Intérêts et autres revenus	100	50	57	59	7	14	(2)	(3)
	119 997	67 733	60 646	57 717	(7 087)	(10)	2 929	5

- ① Le crédit parlementaire affiche une utilisation inférieure à notre prévision budgétaire. Cette sous-utilisation est fortement corrélée à une baisse des investissements découlant de nos programmes de financement ayant comme conséquence la diminution des paiements sur les engagements de l'exercice.
- ② Les revenus d'investissements et récupérations cumulent le plus haut niveau atteint depuis près d'une décennie, galvanisés par les récupérations provenant de nombreux projets à succès ayant bénéficiés de notre programme de mise en marché avec des remises de près de 4 millions de dollars. De plus, la Société bénéficie aussi des ventes internationales des coproductions *Room* et *Brooklyn* qui présentent des remises de près de 2,4 millions de dollars.
- ③ Les revenus du Fonds des talents sont en hausse autant en regard du montant budgétisé que des revenus de l'exercice précédent. Les hausses des revenus constatés proviennent d'une utilisation accrue de la contribution de Bell Média suite à l'augmentation du nombre de projets financés. Il est à noter que l'anticipation des dons et le calendrier d'utilisation des montants provenant des ententes de contributions sont difficilement prévisibles.
- ④ Les contributions aux activités de soutien promotionnel sont, quant à elles, en hausse en regard des revenus budgétés, notamment en raison de contributions reliées au MIPCOM qui étaient anticipées au troisième trimestre. De surcroît, les contributions constatées sont supérieures au niveau atteint du semestre comparatif, bonifiées entre autres, par de nouvelles commandites reliées aux événements; *Movie Nights Across Canada*, *Sunny Side of the Doc* et *Marché international du film d'animation*.

8. ANALYSE DES RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE

Les résultats du trimestre présentent un excédent temporaire typique des différents cycles d'exploitation de l'industrie et des conventions comptables de la Société.

	Réel		Écart	
	2016- 2017	2015- 2016	\$	%
Dépenses de soutien	16 851	29 136	(12 285)	(42) ¹
Frais de fonctionnement et d'administration	5 585	5 803	(218)	(4)
Revenus	12 055	8 291	3 764	45 ²
Crédit parlementaire	22 856	25 218	(2 362)	(9) ³
Excédent (déficit)	12 475	(1 430)	13 905	(972)

¹ Nos dépenses de soutien à l'industrie présentent une diminution importante par rapport au trimestre comparatif. Cette baisse est principalement attribuable à notre programme d'aide à la production où, dans le cadre d'investissements d'une certaine envergure, la Société avait financé deux fois plus de projets en nombre et en valeur monétaire en 2015-2016.

² La hausse des revenus s'explique par le niveau de remise exceptionnellement élevé découlant des revenus d'investissements et récupérations d'avances pour les longs métrages, notamment avec les coproductions *Room* et *Brooklyn*.

³ La baisse de notre crédit parlementaire est, quant à elle, justifiée par les versements requis pour pallier les obligations relatives à nos programmes de financement de l'exercice en cours et de l'exercice antérieur.

9. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

La Société présente une solide position financière démontrée par le niveau de ses actifs nets.

	Réel		Écart		
	30 sept. 2016	31 mars 2016	\$	%	
Actifs financiers					
Montant à recevoir du Trésor	66 415	57 150	9 265	16	1
Trésorerie - Fonds des talents	1 032	985	47	5	
Débiteurs	2 060	2 318	(258)	(11)	2
À recevoir du FMC	2 598	3 303	(705)	(21)	3
Prêt	655	655	-	-	
	72 760	64 411	8 349	13	
Passifs					
Créditeurs	2 019	2 664	(645)	(24)	4
Revenus reportés - Fonds des talents	492	2	490	24 500	5
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	32 690	39 596	(6 906)	(17)	6
Passif au titre des avantages sociaux futurs	763	756	7	1	
	36 796	21 393	15 403	72	
Actifs financiers nets					
	36 796	21 393	15 403	72	
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	3 112	2 350	762	32	7
Charges payées d'avance	518	2 365	(1 847)	(78)	8
	40 426	26 108	14 318	55	

- 1 La trésorerie a augmenté depuis le 31 mars 2016, notamment par l'entremise de l'encaissement de revenus et récupérations issus de projets.
- 2 La diminution des débiteurs s'explique principalement par l'encaissement planifié de comptes clients significatifs dus au 31 mars dernier.
- 3 Le montant à recevoir du Fonds des médias affiche une baisse qui est reliée principalement aux coûts du projet de refonte des systèmes d'information (RSI) facturés au 31 mars dernier ainsi qu'à la taxe de vente harmonisée de 13 % exigibles sur les services d'exécution des programmes incluse au 31 mars.
- 4 La baisse des créditeurs s'explique principalement par l'exercice de procédés de démarcation exhaustifs de fin d'année qui ne peuvent être effectués lors d'un trimestre, particulièrement pour les charges de nature administratives.
- 5 Les contributions de Bell Média et de Corus Entertainment sont assujetties à des affectations d'origine externe et, de ce fait, sont constatées à l'état des résultats seulement au moment où elles sont utilisées aux fins prévues. Ainsi, les revenus reportés ont augmenté dû à la contribution de Bell Média qui n'a pas encore été utilisée en totalité.
- 6 La diminution des obligations relatives aux programmes d'aide financière découle du fait que 44 % du solde au 31 mars 2016 a été versé depuis le début de l'exercice, et que ce montant, en lien avec notre surplus budgétaire présenté à nos dépenses de soutien, n'a pas encore été compensé par de nouvelles obligations.
- 7 La hausse des immobilisations corporelles provient de la capitalisation aux travaux en cours des coûts associés au projet RSI.
- 8 Les charges payées d'avance ont diminué de façon importante en conséquence de la passation aux résultats de la presque totalité des charges payées d'avance de l'exercice précédent.

10. RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE

La Société reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'un crédit parlementaire annuel. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et dans l'état de la situation financière peuvent avoir été financés au moyen d'un crédit parlementaire qui a été approuvé lors d'un exercice précédent ou lors de l'exercice en cours. Le rapprochement fait appel à un calcul qui fait en sorte que certains éléments ne peuvent être reliés directement aux états financiers, le crédit parlementaire étant calculé selon une méthode de comptabilité de caisse modifiée.

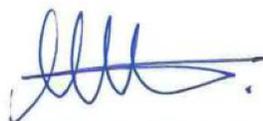
<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 sept. 2016	30 sept. 2015
Coût de l'exploitation	46 328	49 319
Ajustement affectant l'utilisation du crédit parlementaire :		
Ajustement pour les dépenses de support qui rencontrent les critères d'admissibilité au crédit parlementaire	6 398	3 074
Dépenses de soutien financées par le Fonds des talents	(1 126)	(533)
Contributions aux activités de soutien promotionnel	(482)	(411)
Charges payées d'avance	(1 847)	(1 378)
Créances contractuelles	(10)	(10)
Frais de fonctionnement et d'administration financés par le FMC	(4 916)	(4 863)
Acquisitions d'immobilisations	968	632
Païement de transition	-	6
Amortissement	(206)	(161)
Avantages sociaux futurs	7	12
Crédit parlementaire constaté au 30 septembre	45 114	45 687
Crédit parlementaire disponible pour les trimestres subséquents	50 340	49 767
Crédit parlementaire autorisé	95 454	95 454

Le montant du crédit parlementaire de l'exercice est issu du Budget principal des dépenses de 2016-2017.

11. ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2016**Déclaration de responsabilité de la direction**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



Carolle Brabant, FCPA, FCA, MBA
Directrice générale



Denis Pion
Directeur - Administration et services d'entreprise

Montréal, Canada
Le 29 novembre 2016



État des résultats trimestriels

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2016

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Annexe	Trimestre terminé le 30 sept.	
		2016	2015
Dépenses de soutien			
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne			
Aide à la production		10 795	22 299
Aide au développement		1 369	1 144
Administration des recommandations à titre de coproduction audiovisuelle régie par des traités		130	121
		12 294	23 564
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger			
Promotion		3 142	3 938
Aide à la distribution et mise en marché		957	1 100
Participation aux événements internationaux		458	534
		4 557	5 572
		16 851	29 136
Frais de fonctionnement et d'administration	A	5 585	5 803
Coût de l'exploitation		22 436	34 939
Revenus			
Revenus d'investissements et récupérations			
		8 501	4 979
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada			
		2 508	2 427
Fonds des talents			
		865	700
Contributions aux activités de soutien promotionnel			
		149	153
Intérêts et autres revenus			
		32	32
		12 055	8 291
Coût net de l'exploitation avant le financement gouvernemental		10 381	26 648
Financement gouvernemental			
Crédit parlementaire			
		22 856	25 218
Excédent (déficit)		12 475	(1 430)
Excédent accumulé au début			
		27 951	35 001
Excédent accumulé à la fin		40 426	33 571

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



État des résultats

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2016

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Annexe	Période terminée le 30 sept.		
		Budget Cumulatif	2016 Cumulatif	2015 Cumulatif
Dépenses de soutien				
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne				
Aide à la production		36 925	23 912	26 551
Aide au développement		2 380	1 565	1 223
Administration des recommandations à titre de coproduction audiovisuelle régie par des traités		260	257	251
		39 565	25 734	28 025
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger				
Promotion		4 750	4 524	4 379
Participation aux événements internationaux		2 100	1 967	1 618
Aide à la distribution et mise en marché		3 000	1 870	3 298
		9 850	8 361	9 295
		49 415	34 095	37 320
Frais de fonctionnement et d'administration	B	13 259	12 233	11 999
Coût de l'exploitation		62 674	46 328	49 319
Revenus				
Revenus d'investissements et récupérations				
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada		5 100	9 208	5 945
Fonds des talents		722	869	752
Contributions aux activités de soutien promotionnel		400	482	411
Intérêts et autres revenus		50	57	59
		11 287	15 532	12 030
Coût net de l'exploitation avant le financement gouvernemental		51 387	30 796	37 289
Financement gouvernemental				
Crédit parlementaire		56 446	45 114	45 687
Excédent		5 059	14 318	8 398
Excédent accumulé au début		26 108	26 108	25 173
Excédent accumulé à la fin		31 167	40 426	33 571

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



État de la situation financière

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 sept 2016	31 mars 2016
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	66 415	57 150
Trésorerie - Fonds des talents	1 032	985
Débiteurs	2 060	2 318
À recevoir du Fonds des médias du Canada	2 598	3 303
Prêt	655	655
	72 760	64 411
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	2 019	2 664
Revenus reportés - Fonds des talents	492	2
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	32 690	39 596
Passif au titre des avantages sociaux futurs	763	756
	35 964	43 018
Actifs financiers nets	36 796	21 393
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles	3 112	2 350
Charges payées d'avance	518	2 365
	3 630	4 715
Excédent accumulé	40 426	26 108

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



État de la variation des actifs financiers nets

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2016

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 sept. Budget	30 sept. 2016	31 mars 2016
Excédent	5 059	14 318	935
Opérations liées aux immobilisations corporelles			
Amortissement	261	206	371
Acquisitions	(1 500)	(968)	(671)
Réduction de valeur d'immobilisations corporelles	-	-	531
Autres opérations			
Acquisitions des charges payées d'avance	-	(142)	(2 365)
Utilisation des charges payées d'avance	780	1 989	1 893
Augmentation des actifs financiers nets	4 600	15 403	694
Actifs financiers nets au début de l'exercice	21 393	21 393	20 699
Actifs financiers nets à la fin	25 993	36 796	21 393

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



État des flux de trésorerie

Pour la période se terminant le 30 septembre 2016

	Trimestre terminé le 30 sept.		Période terminée le 30 sept.	
	2016	2015	2016	2015
<i>En milliers de dollars canadiens</i>				
Activités de fonctionnement				
Excédent (déficit)	12 475	(1 430)	14 318	8 398
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Augmentation (diminution) du passif au titre des avantages sociaux futurs	19	(2)	7	(58)
Amortissement des immobilisations corporelles	101	80	206	161
	12 595	(1 352)	14 531	8 501
Variations des éléments financiers hors caisse :				
Diminution (augmentation) des débiteurs	567	(760)	258	794
Diminution (augmentation) du montant à recevoir du Fonds des médias du Canada	(142)	7	705	919
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	(1 018)	368	(645)	41
Augmentation (diminution) des revenus reportés - Fonds des talents	(855)	884	490	884
Augmentation (diminution) des obligations relatives aux programmes d'aide financière	(4 519)	6 779	(6 906)	(3 115)
Diminution des charges payées d'avance	-	130	1 847	1 378
	6 628	6 056	10 280	9 402
Activités d'investissement en immobilisations				
Acquisitions	(524)	(383)	(968)	(632)
Augmentation du montant à recevoir du Trésor et trésorerie - Fonds des talents	6 104	5 673	9 312	8 770
Montant à recevoir du Trésor et trésorerie - Fonds des talents au début de la période	61 343	51 245	58 135	48 148
Montant à recevoir du Trésor et trésorerie - Fonds des talents à la fin de la période	67 447	56 918	67 447	56 918

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



Notes aux états financiers trimestriels

1. Base de préparation des états financiers

Les présents états financiers trimestriels non vérifiés ont été préparés par la direction de la Société selon les *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP) en application de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*. Ils doivent être lus en conjonction avec les derniers états financiers annuels vérifiés du 31 mars 2016. Les principales méthodes comptables adoptées dans ces états financiers trimestriels sont similaires à celles utilisées dans les états financiers annuels du 31 mars 2016.

2. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2015-2016 ont été reclassés afin de se conformer à la présentation adoptée en 2016-2017.

Annexes A et B - Autres renseignements

A - Frais de fonctionnement et d'administration

	Trimestre terminé le 30 sept.	
	2016	2015
Salaires et avantages sociaux	4 082	4 314
Location, taxes, chauffage et électricité	447	439
Honoraires professionnels	388	425
Technologies de l'information	264	312
Frais de bureau	153	107
Voyages et accueil	112	82
Amortissement d'immobilisations corporelles	101	80
Publicité et publications	38	44
	5 585	5 803

B - Frais de fonctionnement et d'administration cumulatifs

	Budget Cumulatif	Période terminée le 30 sept.	
		2016	2015
Salaires et avantages sociaux	9 392	8 279	8 716
Technologies de l'information	1 142	1 289	939
Location, taxes, chauffage et électricité	913	894	886
Honoraires professionnels	817	878	773
Frais de bureau	314	328	267
Voyages et accueil	290	235	185
Amortissement d'immobilisations corporelles	261	206	161
Publicité et publications	130	124	72
	13 259	12 233	11 999